

Mouvements sociaux, mouvements post-politiques Social movements, post-political movements

Alberto Melucci

Numéro 75, 2016

LSP/RIAC : un demi-siècle de débats sociaux et politiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036303ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036303ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Melucci, A. (2016). Mouvements sociaux, mouvements post-politiques. *Lien social et Politiques*, (75), 173–190. <https://doi.org/10.7202/1036303ar>

Résumé de l'article

Dans cet article, l'auteur s'efforce de saisir les mouvements sociaux qui parcourent les sociétés post-industrielles comme les signes d'une transformation profonde de la logique et des mécanismes qui guident nos sociétés. Il esquisse une interprétation de ces formes contemporaines d'action collective que constituent les mouvements « post-politiques » des jeunes, des femmes, des groupes nationaux et des communautés ethniques ainsi que les mobilisations écologiques.

Ces mouvements sont pour l'auteur « post-politiques », dans le sens où ils débordent complètement les cadres traditionnels d'organisation et de compréhension politiques des sociétés industrielles. Il n'est donc plus possible de les saisir correctement à travers des schèmes d'analyse qui sont marqués historiquement par les formes politiques que ces sociétés ont produites.

Peut-on même parler de « mouvements » ? Il s'agit plutôt d'espaces de rassemblement, de réseaux diffus de groupes, de points de rencontre qui diffèrent profondément de l'acteur collectif organisé politiquement. Doit-on qualifier ces phénomènes de désagrégation ? Nous nous trouvons plutôt en face d'un changement du modèle et de la forme de rassemblement de l'acteur collectif qui pose le problème du rapport entre les mouvements et les systèmes de représentation et d'organisation politique.

Mouvements sociaux, mouvements post-politiques

A. Melucci

Les conflits post-industriels, au-delà de la nouveauté de leurs acteurs et de leurs actions, ont été caractérisés par leurs rapports particuliers avec les systèmes politiques et avec les formes traditionnelles de représentation. Les mouvements de jeunes, les mouvements féministes, écologiques, ethniques et nationaux, les luttes urbaines, les luttes anti-institutionnelles n'ont pas seulement mis en scène des acteurs en conflit, des formes d'action et des problèmes étrangers aux traditions de lutte du capitalisme industriel ; ils ont mis au premier plan également l'inaptitude des formes traditionnelles de représentation politique à rassembler de manière efficace les demandes en émergence.

Ce texte est consacré à une réflexion sur le contenu spécifique de ces demandes et sur la façon dont elles se rassemblent et s'organisent. Il me semble qu'il s'agit

là d'une condition préliminaire pour mieux comprendre leur rapport avec les formes plus connues d'organisation des demandes politiques et avec le fonctionnement complexe des systèmes de représentation et de décision des sociétés contemporaines.

Les réflexions que je propose ici sont une tentative de lire de l'intérieur quelques-unes des formes les plus significatives de mobilisation collective en émergence au cours des dernières années. La possibilité d'aller au-delà d'une description préliminaire et de formuler des hypothèses d'interprétation générale ne peut qu'être reliée à un travail de recherche précis. C'est donc aux résultats de ce travail de recherche qui est déjà en cours depuis quelques années que je dois renvoyer toutes vérifications ultérieures. Les pages qui suivent représentent, dans ce cadre, une anticipation des hypothèses et un bilan

provisoire d'observations empiriques systématiques¹. Celles-ci ne naissent pas cependant de la simple juxtaposition d'impressions, mais elles laissent entrevoir déjà un important bagage de recherche.

L'hypothèse qui voit dans les mouvements en émergence la formation de demandes antagonistes qui investissent le mode même de production des sociétés complexes a déjà été illustrée dans d'autres textes². Celle-ci semble offrir une clé adéquate à la compréhension de la nature des phénomènes observés. Sans exclure les dimensions de marginalité sociale ou les demandes de légitimation politique, il s'agit en effet de saisir la transformation des conflits qui touchent la logique complexe des systèmes capitalistes avancés, ou post-industriels.

La mobilisation collective prend des formes, et en particulier des formes d'organisation, qui échappent

14 aux catégories de la tradition politique et qui soulignent la discontinuité analytique des phénomènes auxquels je me réfère, à propos des mouvements du passé et en premier lieu du mouvement ouvrier. Beaucoup d'observateurs ont mis en évidence les caractéristiques particulières des formes en émergence d'actions collectives : on peut en effet identifier quelques traits récurrents, communs à des réalités diverses, qui délimitent un véritable modèle spécifique³.

On a parlé à ce propos de structures segmentées, réticulaires, polycéphales. Le mouvement est composé d'unités diversifiées et autonomes qui consacrent à leur solidarité interne une partie importante de leurs ressources. Un réseau de communication et d'échange maintient cependant ces cellules en contact entre elles ; des informations, des individus, des modèles de comportement circulent dans ce réseau, passant d'une unité à l'autre et favorisant une certaine homogénéité de l'ensemble. Le leadership n'est pas concentré mais diffus ; en outre il est limité à des objectifs spécifiques et divers individus peuvent assumer des rôles de leaders, pour exercer des fonctions déterminées.

Cette structure qu'on retrouve dans de nombreux mouvements, dans les groupes de jeunes, dans les groupes féministes, écologiques de divers pays implique une délimitation difficile de l'acteur collectif.

Le mouvement se présente comme une nébuleuse aux confins incertains et à la densité variable. En outre, parce qu'il comporte une division du travail mal définie et une inévitable duplication des fonctions entre ces diverses composantes, un tel modèle organisationnel semble peu adapté pour assurer une efficacité et une efficience à l'action collective. Ces critiques, parmi les plus objectives, n'ont cependant qu'une portée apparente. Les recherches en effet montrent que de forts indices de solidarité et la participation directe comme conditions de l'action assurent à chaque composante une cohésion évidente qui permet aux mouvements de durer, même dans les phases d'affaiblissement du cycle de mobilisation collective. En outre, on a noté que l'apparente « dysfonctionnalité » liée à la duplication des fonctions et des rôles se révèle souvent une ressource pour les acteurs collectifs qui se regroupent dans une telle structure. Elle permet en effet de faire face à d'éventuelles défections, de résister à la crise organisationnelle et à la répression qui frappe des parties isolées du mouvement, de pénétrer de manière capillaire dans les divers espaces du social pour réunir du soutien et des appuis.

Je voudrais maintenant discuter ces caractéristiques en me référant plus directement à la situation italienne. Ailleurs j'ai montré comment le manque de débouchés institutionnels aux demandes qui surgissent des mobilisations et une hyper-politisation forcée des contenus non politiques qui étaient en train d'émerger ont produit le repli des actions collectives vers des formes d'atomisation ou vers une violence sans issue⁴. La crise des mouvements les disperse dans les méandres du « privé » ou les étrangle dans les choix désespérés du terrorisme ou de la destruction individuelle. Cette situation a été interprétée presque exclusivement en

termes de « reflux ». La composante de la crise est sans doute la plus visible et il ne faut certes pas la sous-évaluer. Mais je crois que, malgré tout, dans la situation italienne, il n'y a pas que cela. La crise de la mobilisation collective et d'une certaine « politique » n'a pas empêché d'importantes transformations. Elle n'a pas empêché surtout une modernisation sans précédent des acteurs institutionnels de la gauche et une certaine décantation des contenus plus spécifiques aux mouvements. Les années 80 héritent ainsi d'une gauche politique profondément transformée, en particulier en ce qui concerne le PCI, et d'un syndicalisme qui a opéré le passage vers des obligations et des problèmes typiques d'une société complexe : la différenciation et l'articulation des intérêts représentés, l'exercice d'un rôle explicite d'acteur politique dans le système pluraliste de représentation, la transformation consciente en organisation complexe. Sur le versant des mouvements, depuis la crise des organisations de la nouvelle gauche et à la suite de la faillite des hypothèses de rassemblement « politique », peut-on parler seulement de reflux ? Ma réponse est résolument : non ; mais pour justifier cette position il faut voir de plus près ce que sont les « mouvements » des années 80.

Plutôt que de mouvements, on devrait parler d'espaces de rassemblement (espaces d'agrégation) : il existe entre les jeunes, les femmes, dans le champ de l'écologie et de la contre-culture, un réseau « diffus » de groupes, de points de rencontre, de circuits de solidarité qui diffèrent profondément de l'image de l'acteur collectif organisé politiquement. Mais peut-on qualifier ces phénomènes seulement en termes de désagrégation ? Je crois que ce serait une grave erreur. Nous nous trouvons plutôt en face d'une transformation du modèle organisationnel, d'un chan-

gement de la *forme* d'agrégation ou de rassemblement de l'acteur collectif.

Quelles en sont les caractéristiques ? La référence à la situation italienne me permet de concrétiser mes observations et, comme nous le verrons, elle permet de mettre en évidence l'importante continuité qui existe avec des phénomènes analogues dans d'autres pays. Ce qu'on découvre ainsi est plus qu'une conjoncture occasionnelle ; ce sont les traits d'une structure qualifiée et spécifique des nouvelles formes des conflits antagonistes :

a) avant tout les « réseaux de mouvements » présentent tous les traits d'une structure segmentée, réticulaire, polycéphale qu'on a pu observer dans les nombreuses formes d'action collective présentes dans toutes les sociétés complexes des dernières années ;

b) il s'agit d'une structure « diffuse » ou, mieux, de « latence » ; chaque cellule vit sa vie propre en complète autonomie par rapport au reste du « mouvement », même si elle maintient une série de liens à travers la circulation des informations et des personnes ; ces liens deviennent explicites seulement à l'occasion des mobilisations collectives sur des enjeux à propos desquels le réseau latent remonte à la surface, pour ensuite s'immerger à nouveau dans le tissu du quotidien ;

c) Le caractère du rassemblement est nettement contre-culturel, dans le sens littéral du terme ; celui-ci a des dimensions et des contenus conflictuels (ou au moins de résistance) et il se place sur le terrain de la production symbolique (artistique et expressive, communicative, scientifique) ; il a un peu les connotations de marginalité des contre-cultures des années 60, mais il se qualifie surtout par la recherche d'une nouvelle professionnalité⁵ ;

d) il existe une imbrication croissante entre les problèmes de l'iden-

tité individuelle et l'action collective ; la solidarité du groupe n'est pas séparable de la recherche personnelle, des besoins affectifs et de communication des membres, dans leur existence quotidienne.

Ces caractéristiques, qui décrivent seulement sommairement la situation actuelle me permettent de formuler mon hypothèse : à côté des phénomènes de décomposition et de « reflux », nous nous trouvons face à l'émergence d'une nouvelle *structure physiologique* des mouvements dans les sociétés complexes, que l'organisation politique avait recouverte et retardée dans notre pays. Continuer à mesurer ces phénomènes par la négative, sur le modèle de l'organisation de parti ou de l'organisation militante, c'est ne pas saisir la portée de la transformation en cours. Assumer que ce qui est en train de se dessiner est la structure physiologique des mouvements signifie qu'on en considère attentivement les caractéristiques puis qu'on se demande quels problèmes cela pose au système de représentation.

Si l'on renverse l'optique traditionnelle au sujet de l'organisation des mouvements, les conséquences seront les suivantes :

a) avant tout il faut distinguer entre les formes permanentes d'existence des réseaux associatifs et les moments de mobilisation et de lutte ; les premiers sont strictement imbriqués dans la vie quotidienne, dans les besoins et dans l'identité des membres ; les seconds transforment en action collective visible un potentiel qui se prépare et s'alimente dans la situation de latence ;

b) il n'existe pas une hiérarchie d'importance ou un rapport de filiation entre les divers plans de l'action ; le changement moléculaire produit par la structure « immergée » ne doit pas être considéré comme un fait « privé » et résiduel, mais comme la condition d'une mobilisation possible ; celle-ci d'au-

tre part renforce la solidarité primaire et empêche la dispersion et la fragmentation des diverses cellules ;

c) Les formes de mobilisation externe respectent les caractéristiques de la solidarité interne que l'on peut résumer ainsi :

le rassemblement est ponctuel, c'est-à-dire qu'il survient à propos d'un objectif déterminé ; il se produit dans le *présent* et ne se poursuit pas d'objectif éloigné et inatteignable, il n'est pas possible s'il n'existe une certaine correspondance entre les objectifs collectifs et les besoins affectifs, de communication et de solidarité des membres ; enfin il doit garantir des espaces de contrôle immédiat, vérifiables par l'expérience des membres, dans leur vie concrète.

Cet ensemble de caractéristiques définit selon moi la forme des mouvements « post-politiques ». Nous en avons eu des exemples récents dans les mouvements de jeunes et dans la mobilisation antinucléaire en Europe du Nord et encore plus près de nous, dans le grand mouvement pacifiste de 1981. La structure que j'ai décrite constitue dans le même temps la force et la faiblesse de ces acteurs collectifs. La force réside dans la capacité de mobiliser des solidarités primaires qu'aucune organisation complexe ne pourrait faire tenir ensemble de façon stable, dans le fait de permettre une flexibilité, une mobilité et une immédiateté que des organisations plus structurées ne peuvent garantir, dans le fait de fournir enfin des canaux d'expression directe pour des demandes conflictuelles et des besoins de participation qui sont autrement difficiles à intégrer. La faiblesse par contre réside dans les risques permanents de fragmentation, dans la difficulté de maintenir des objectifs généraux à long terme, dans la facilité de la fuite expressive, dans la difficulté à se mesurer aux problèmes de la poli-

16 tique au sens fort, c'est-à-dire à la complexité des décisions et des médiations, aux problèmes d'efficacité et d'efficience, et d'une façon générale aux contraintes d'un système dans lequel existent des intérêts divers en compétition. Malgré tout on ne peut nier que, par exemple, dans le cas plus récent de la mobilisation contre la guerre, ces faiblesses n'ont pas empêché l'action collective d'avoir des effets immédiats sur les systèmes politiques, au niveau national et international, et de produire d'importantes modifications justement sur les choix « politiques ». On dira que la modification est inadéquate par rapport à la solution du problème et qu'en outre, dans ce cas, la mobilisation n'a pas impliqué seulement des « mouvements » mais au contraire qu'elle a été conduite par des formes institutionnelles. Les deux choses sont vraies et elles renvoient à un thème crucial, celui du rapport entre les mouvements et les systèmes de représentation. Par rapport à cet exemple précis, manifestement limité, les observations ne permettent pas cependant de nier la signification d'un phénomène qui a démontré de manière embryonnaire les voies possibles de la politique (et aussi de la grande politique) dans les sociétés complexes.

Quel est alors le rôle de l'action collective dans le changement ? Quelles conséquences découlent pour les systèmes de représenta-

tion et pour les organisations politiques de l'hypothèse que ce que j'ai décrit soit la structure physiologique des mouvements ? J'en signale deux principales. La première est que la forme traditionnelle des organisations politiques n'est pas, comme telle, adéquate pour représenter les nouvelles demandes collectives. Ceci ne signifie pas qu'elle soit inadéquate à représenter quelque type d'intérêts que ce soit. L'organisation politique en effet (et de ce point de vue on peut parler indifféremment du parti ou du syndicat) est structurée pour représenter des intérêts qui sont présumément relativement stables, avec une base territoriale, professionnelle ou sociale définie. Elle est faite pour poursuivre des objectifs à long terme à travers l'accumulation progressive de résultats et de ressources. Elle doit enfin garantir la continuité des intérêts représentés, à travers la médiation entre les objectifs à moyen et à long terme. Il est vrai qu'aujourd'hui, face à la nécessité de représenter une pluralité d'intérêts, les organisations politiques (et le syndicat), se trouvent à devoir produire des ajustements croissants de leurs structures traditionnelles, également en ce qui a trait aux intérêts plus stables et définitifs : de là vient, par exemple, la conscience croissante de devoir traiter les organisations politiques comme des organisations complexes, reconnaissant l'autonomie relative des dynamiques organisationnelles, qu'aucun appel idéologique ne peut annuler ou rendre transparent⁶. Quoi qu'il en soit pour notre but, nous pouvons assumer que les caractéristiques que j'ai indiquées définissent encore largement l'organisation politique et en qualifient l'action de représentation, alors qu'elles se révèlent inadéquates en ce qui concerne les mouvements.

La deuxième conséquence est que, justement à cause de la nature fragmentée et dispersée des nou-

velles formes d'action collective, les mouvements dans les sociétés complexes ne vivent pas sans formes de représentation politique. Seule la présence de canaux de représentation et d'acteurs institutionnels en mesure de traduire en « politiques » les demandes collectives garantit que celles-ci ne s'épuisent pas dans l'atomisation du « particulier » ou dans le désespoir du geste exemplaire. L'efficacité politique des demandes portées par les mouvements dépend de l'ouverture, de la réceptivité, de l'efficience, des structures de représentation. Et justement, à cause du caractère des demandes qu'ils portent, les mouvements ne s'épuisent pas dans la représentation, et les demandes conflictuelles survivent et se reproduisent au delà des médiations institutionnelles. Nous nous trouvons donc face à un double paradoxe. D'une part, l'action collective n'est plus séparable des demandes et des besoins individuels, elle est donc continuellement menacée d'atomisation et de privatisation ; d'autre part la poussée conflictuelle qui investit la logique du système ne passe pas par la politique ; et c'est justement pour cette raison qu'elle ne peut pas se passer de la politique.

Je ne crois pas qu'il soit simple de dépasser ce double paradoxe. C'est là que commence le risque, cette invention du présent pour laquelle se battent les mouvements et à laquelle ils appellent la société toute entière. C'est justement là que peut s'amorcer la réflexion sur les formes de représentation et d'organisation politique en mesure de faire face aux nouveaux mouvements.



Être jeune, un choix ou un destin

À propos des jeunes on a déjà tout dit, ou presque. Jamais autant qu'au cours des dix dernières années (et en Italie particulièrement depuis 1977) on a écrit, discuté, cherché sur la condition des jeunes. Mais pourquoi existe-t-il une « question des jeunes » ? D'où vient l'essor des études et des recherches sur les jeunes ?

La réponse est, dans les termes de la sociologie de la connaissance, relativement simple : parce qu'il s'est produit une action collective dont les acteurs ont été les jeunes. C'est là la raison principale pour laquelle on s'interroge ici sur la condition des jeunes. Le parcours est de ce point de vue exemplaire d'un mode courant de position de problème théorique de mouvements sociaux : à partir de la présence d'une action collective on passe à une interrogation sur la condition sociale d'une certaine catégorie (dans ce cas les jeunes) pour déduire de là les causes de l'action. L'action collective n'est donc jamais considérée pour elle-même, elle est vidée de son sens comme objet autonome et renvoyée aux déterminants « structurels » ou « culturels » relatifs à la condition sociale de l'acteur impliqué. Le cas des jeunes comme celui des femmes est particulièrement significatif de ce parcours. L'analyse de la condition des jeunes et de la condition des femmes est certainement une partie importante de la description des transformations de la structure sociale contemporaine mais, comme telle, elle ne nous dit rien sur l'action. Jamais autant qu'aujourd'hui il n'est devenu essentiel de séparer sur le plan méthodologique l'analyse d'une condition sociale de celle d'une action collective.

L'exemple des jeunes est de ce point de vue particulièrement important et il peut servir de paradigme

18 d'un problème théorique et méthodologique central. L'interrogation implicite de nombreuses recherches sur la condition des jeunes est en effet de savoir si les jeunes sont un sujet potentiel d'action collective antagoniste. L'intention ou l'espoir est de trouver réponse à cette question à partir d'une compréhension plus approfondie de la condition et de la culture des jeunes dans la société post-industrielle. Un tel espoir me semble cependant devoir mener à une désillusion parce qu'il se heurte à un problème insoluble : comment passe-t-on de la « condition » à l'action ? Comment se forme un mouvement qui a pour acteurs les jeunes ?

Je crois qu'on ne peut pas sortir de l'impasse sans renverser les termes du problème. L'action ne se déduit pas de la condition sociale. Il faut plutôt inverser la démarche. Il faut identifier au niveau d'un système les problèmes qui sont au centre des conflits sociaux, les champs sur lesquels se joue l'affrontement pour le contrôle des ressources stratégiques. C'est seulement à partir de là qu'il est possible de se demander quels éléments de la condition d'une catégorie ou d'un groupe social donné (dans ce cas-là les jeunes) sont susceptibles d'activer, dans certaines conditions conjoncturelles, une action collective, de rendre ainsi cette catégorie ou ce groupe acteur des conflits. En ce qui concerne les jeunes, deux problèmes empiriques essen-

tiels se présentent : quels éléments de la condition des jeunes deviennent significatifs dans cette perspective ? Quelles sont les catégories de jeunes potentiellement plus exposées à une mobilisation conflictuelle ? Il s'agit de problèmes qui ne peuvent trouver une réponse que dans des recherches ponctuelles et qui rendent alors ainsi précieuses toutes les informations relatives à la condition des jeunes. Une sociologie des mouvements ne peut se passer de ces informations, mais elle impose un renversement des perspectives : passer du champ des conflits aux acteurs et non l'inverse.

Mon hypothèse générale propose de lire les conflits post-industriels comme un affrontement entre les ressources d'autonomie individuelle produites par le système et les exigences systémiques d'expropriation et d'imposition d'identité. Dans l'optique d'une sociologie des mouvements l'analyse de la condition des jeunes devrait nous dire pourquoi certains groupes sociaux (dans ce cas les jeunes) et pourquoi certains groupes plus que d'autres (quels jeunes, dans ce cas) sont exposés à cette double pression et sont ainsi susceptibles de devenir des acteurs de conflits antagonistes. Où et comment s'enracinent dans la condition des jeunes les incitations à l'individuation et les processus d'expropriation de l'identité ? Comment se produit alors la mobilisation des jeunes, et de quels jeunes en particulier ?

Cette formulation pourrait définir en termes épistémologiques un programme de recherche. Comme telle, elle pose des conditions et indique des directions auxquelles seul le travail empirique peut apporter des réponses. Les limites de ce texte ne permettent pas d'aller beaucoup au-delà de ces indications ; des réponses substantielles découleront des résultats du travail de recherche en cours dont j'ai déjà parlé et des contributions d'autres

chercheurs. Cependant, pour montrer la fécondité d'une méthode, il me semble utile d'avancer de quelques pas dans le programme indiqué et de signaler quels éléments de la condition et de la culture des jeunes sont, plus que d'autres, susceptibles d'activer les conflits reliés aux problèmes de l'individuation et de l'identité.

Dans les sociétés capitalistes les plus avancées, la création d'un espace de vie autonome pour les classes d'âge plus jeunes se réalise avec la scolarisation de masse. C'est l'école de masse qui permet de retarder l'accès aux rôles adultes, prolongeant ainsi le temps du non-travail ; elle crée également les conditions spatio-temporelles pour la constitution d'une identité collective définie par les besoins, les modes de vie, les langages propres. Le marché s'articule à ces besoins, les alimentant, mais aussi offrant aux jeunes des symboles et une réelle autonomie (habillement, vêtement, musique, temps libre). La condition des jeunes, par excellence phase de passage et d'attente, se prolonge, se stabilise, devient condition de masse. Les déséquilibres entre l'école et le marché du travail ajoutent bien vite à cette attente une note de précarité contraignante : le renvoi, le retard de l'entrée dans des rôles adultes n'est pas seulement liberté mais marginalité imposée et vécue, chômage, impossibilité d'une autonomie économique réelle. La condition des jeunes, homogène par plusieurs aspects, mais aussi différenciée par les appartenances sociales et territoriales, semble ainsi marquée dans les sociétés complexes par cette précarité durable, par un manque de limite qui finit par être une ouverture sur le vide, par une suspension du temps que l'on sait fictive et contrôlée.

Ces caractéristiques connues et amplement décrites par la littérature sociologique sur les jeunes font de la jeunesse un miroir de la

société entière, une sorte de paradigme des problèmes cruciaux des systèmes complexes : tension entre l'expansion des chances de vie et contrôle diffus, entre la possibilité d'individuation et les définitions externes de l'identité. L'inachevé comme ouverture au possible, comme changement et réversibilité des choix, se transforme en destin et devient une mort sociale pour ceux qui ne se laissent pas réduire aux indices, aux règles de la normalité. Les jeunes peuvent donc devenir des acteurs de conflits parce qu'ils parlent la langue du possible ; ils s'enracinent dans l'inachevé qui les définit, pour réclamer de la société entière qu'elle leur permette de produire leur identité plutôt que de la subir ; ils demandent de pouvoir décider par eux-mêmes, mais par là même c'est pour tous qu'ils revendiquent ce droit.

La culture des jeunes des années 80 semble avoir rendu explicite chacun des thèmes qui définissent le champ des conflits post-industriels.

Les observateurs ont signalé la différence avec les générations précédentes de jeunes, soulignant en particulier la rupture par rapport au radicalisme militant des années 70. Mais à bien y voir, il s'agit plutôt de la décantation ambivalente de thèmes propres à la culture post-industrielle. Peut-être plus que dans le passé les jeunes des années 80 parlent au nom du possible, un possible qui est déjà présent. L'ambivalence réside dans le fait que l'émergence du « nouveau » porte surtout la marque de la négation, du silence, du refus. Mais il ne faut pas s'y tromper : l'embryon de ce qui est en train de naître doit être déchiffré avec attention parce qu'il annonce le changement moléculaire de la société dans laquelle nous vivons. Voyons-en quelques-unes des caractéristiques.

Le silence surtout, ou le *refus de la parole*. Il semble qu'après les discours tout faits des dernières

années, on en soit rendu à l'impossibilité de produire des discours achevés, au balbutiement : le langage des jeunes frise l'aphasie⁸. Dans cette parole qui n'est pas une parole, dans cette difficulté d'articuler et de conclure qui s'offre à l'indignation ou à l'ironie des paladins du bon sens, il y a quelque chose de plus qu'une absence. Il y a l'affirmation d'une parole qui n'entend plus être séparée des émotions, qui veut s'enraciner dans l'être plus que dans le faire et qui ainsi retourne à la pauvreté essentielle, aux ruptures et au vide de l'expérience profonde de chacun. En face, se dresse la parole formelle des systèmes gouvernés par la rationalité instrumentale, systèmes de séparation rigide entre l'ordre du discours et l'ordre du plaisir. La rationalité aseptique des appareils ne laisse pas d'espace aux émotions mais elle vit avec des enclaves séparés dans lesquelles le système autorise une expression contrôlée de jouissance et de délire. Les lieux et les temps de l'expérience émotionnelle, affective, corporelle, sont circonscrits de façon distincte, rigidement séparés de ceux de la parole « rationnelle ».

C'est contre cette séparation forcée de l'expérience, contre cette schotomisation du « sens » que s'insurge, me semble-t-il, l'absence ou la pauvreté de la parole du monde des jeunes. Elle est un appel à la recomposition de l'expérience humaine, une recherche différente d'expression et de langage ; elle porte des accents de résistance ou de valeurs conflictuelles quand elle rencontre la parole canonique des appareils et le monopole que ceux-ci exercent sur le discours.

On a parlé de néo-conformisme des jeunes des années 80, d'*indifférence pour le pouvoir*. Pour une culture politique habituée à penser que le pouvoir doit être abattu ou conquis, cette orientation ne peut pas ne pas apparaître aberrante mais elle cache un changement

radical dans les habitudes à l'égard du pouvoir et dans la nature des conflits. Le pouvoir qui caractérise, sous quelque aspect, chaque relation sociale n'est plus nié, mais reconnu. À ce pouvoir, on oppose la responsabilité comme capacité autonome de réponse de la part d'un sujet actif. La possibilité d'occuper un espace d'autonomie dans les relations sociales, sans nier la disparité, devient une condition pour l'action, pour l'initiative, pour le changement. Ce que la nouvelle culture des jeunes demande n'est pas que le pouvoir disparaisse, mais que celui-ci soit visible et qu'il soit possible de s'y mesurer. Et de cette façon, elle prend des connotations antagonistes dans la confrontation avec les systèmes de régulation et de contrôle qui tendent à rendre le pouvoir toujours plus invisible, impersonnel, aseptique. Dans les sociétés complexes le message semble être que le pouvoir n'existe pas : trop distant de l'expérience quotidienne, ou à ce point invisiblement imbriqué dans cette expérience qu'il en devient imperceptible. Dans les deux cas l'appel à la visibilité du pouvoir, à un dévoilement explicite de l'asymétrie qui caractérise les rapports sociaux devient une orientation qui contient une forte charge antagoniste.

Ce que j'ai dit à propos du pouvoir peut donner raison à une contradiction qui semble émerger entre les éléments signalés par les observateurs : en effet on a relevé à propos de la culture des jeunes à la fois une tendance à l'intégration et un caractère de séparation. Le paradoxe n'est qu'apparent cependant si l'on pense à la dynamique de distance-confrontation qui s'esquisse dans les rapports avec le pouvoir. À sa manière, la culture des jeunes affirme avec force des besoins de communication, mais elle revendique aussi le droit de décider quand et avec qui communiquer. En ce sens la dynamique interne-externe, ouverture-

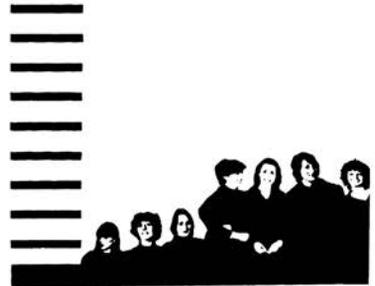
20 fermeture, communication-refus de la communication, est à mettre en rapport avec la demande de visibilité du pouvoir. Dans les sociétés complexes la communication devient une règle imposée par les systèmes qui doivent multiplier les interactions et l'échange d'informations pour se maintenir. À ce « devoir de communication » la culture des jeunes oppose le droit au silence, à l'isolement, à la séparation. Mais parallèlement l'action du système se manifeste aussi à travers l'atomisation des relations personnelles, la standardisation des messages, la négation d'une communication riche aux plans culturel et affectif. En ce qui a trait à ce versant de l'action du système, la culture des jeunes revendique alors le droit à la communication ouverte, affirme la volonté d'utiliser tous les réseaux de socialité qui la rendent possible, d'expérimenter tous les canaux d'expression et de communication que la société met à disposition. Ouverture et fermeture, intégration et séparation se révèlent ainsi à travers le miroir de l'expérience des jeunes comme des besoins profonds de l'expérience individuelle et collective dans les sociétés complexes et en même temps des terrains potentiels de conflits.

Un autre trait, régulièrement mis en évidence dans la culture post-politique des jeunes, est l'*absence de projet*, le caractère provisoire des intérêts, des regroupements, des

rassemblements, des choix. Sur ce thème aussi, nous provenons d'une culture pour laquelle l'histoire se présente comme un dessein tourné vers une fin et où le présent n'a qu'une valeur de lieu instrumental de passage, où l'action présente ne trouve son sens qu'en référence aux finalités poursuivies et à la lumière de celles-ci : les théories libérales du progrès ou les théories marxistes de la révolution ont ce paradigme en commun. Dans les sociétés post-industrielles, pour lesquelles le changement devient une condition quotidienne d'existence, le présent revêt paradoxalement une valeur inestimable. L'histoire, donc la possibilité de changement, n'est pas orientée par des fins ultimes ; ce qui compte, c'est l'aujourd'hui. La culture des jeunes rappelle alors la société à la valeur du présent comme unique mesure du changement, elle exige que ce qui compte s'affirme dans l'ici et maintenant, elle revendique le droit au provisoire, à la réversibilité des choix, à la pluralité et au polycentrisme des histoires individuelles et des orientations collectives. Et pour cela elle ne peut pas ne pas s'affronter aux exigences des systèmes qui imposent la prévision, la réduction de l'incertitude, la standardisation⁹.

Tous les éléments que j'ai indiqués ont un caractère fortement ambivalent : ils peuvent jouer comme potentialités de conflits mais aussi comme facteurs d'intégration de la culture des jeunes dans le vaste marché de la culture de masse ou comme signes distinctifs d'une marginalité institutionnalisée. Les jeunes ne sont pas comme tels des acteurs conflictuels : seules l'identification d'un champ des conflits et la présence de facteurs conjoncturels de précipitation peuvent faire de la condition des jeunes le support d'une mobilisation antagoniste. Mais lorsque celle-ci survient, les luttes des jeunes fonctionnent comme des

révélateurs ; elles portent à la lumière les demandes profondes, les problèmes, les tensions qui parcourent la société toute entière. Dans le temps et dans l'espace que le conflit délimite, les jeunes ne parlent plus seulement pour eux-mêmes : être jeune ce n'est plus alors seulement un destin, cela devient le choix de changer et de diriger sa vie.



Le temps de la différence : condition féminine et mouvement des femmes

Plus qu'aucun autre mouvement contemporain, celui des femmes a articulé la réflexion sur la condition féminine et son rôle conflictuel à l'intérieur de la société. Plus que pour aucun autre mouvement, l'appel à une différence a fondé l'action collective : différence irréductible parce qu'enracinée dans la nature et dans l'expérience ancestrale de l'espèce. C'est pour cette raison qu'il est tellement plus difficile de séparer les luttes des femmes de l'histoire de la femme, de la conscience d'une subordination qui s'enracine dans la mémoire la plus ancienne des sociétés humaines. Malgré cela cependant le principe méthodologique que j'ai indiqué précédemment se trouve réaffirmé : la nécessité de distinguer sur le plan analytique la condition féminine et le mouvement des femmes et de ne pas déduire l'un de l'autre.

Cette distinction est d'ailleurs affirmée à l'intérieur même du mouvement. Les années 80 sont caractérisées par un contraste entre l'ample diffusion sociale des thèmes, des réflexions, des initiatives relatives à la condition de la femme et la pauvreté ou le silence de la mobilisation collective. Mais derrière ce creux apparent une transformation profonde est en train de se produire : sans rien perdre de l'héritage du passé et après avoir filtré et intégré tout ce qui a été produit par les analyses et les luttes féministes le mouvement est en train de redéfinir sa nature d'acteur collectif. L'action ne coïncide plus avec la condition féminine tout court et cherche une spécificité propre. Après les années de lutte pour l'égalité à tout prix au nom de la lutte commune contre l'ennemi extérieur, le mouvement prend la forme d'un parcours à plusieurs voies et la réflexion elle-même sur

la condition de la femme se concentre sur le thème des différences. Je ne suis pas de ceux qui considèrent cette situation comme un malheur, un signe de la crise ou une confirmation de la fragilité du féminisme comme mouvement « politique » ; il me semble que nous sommes en train d'assister à la naissance d'une nouvelle forme de rassemblement et de nouveaux terrains de conflits. Pour cela il est important de suivre les traces des chemins qui s'esquissent à l'enseignement de la différence. Ce mot-clé traverse aujourd'hui le champ interne du féminisme dans toutes les directions.

C'est surtout à partir de la réflexion sur la condition féminine que s'affirme ou qu'est en train de s'affirmer la conscience d'une pluralité¹⁰ des modes et des significations du fait d'être femme. Transformée historiquement, diverse selon les appartenances sociales et dans le déroulement concret de la vie quotidienne, l'expérience féminine apparaît aujourd'hui encore plus nettement marquée par la différence : la rapidité des changements, l'allongement du cycle de vie, la difficulté des transitions accroissent le potentiel de diversification. Il est évident que demeurent certains éléments fondamentaux d'identité commune : une histoire de résistance continue à des rôles subalternes et à l'oppression, exprimée dans des modes qui ne sont pas ceux de la lutte des hommes, la nécessité de se mesurer de quelque façon avec la maternité comme lieu crucial de la condition féminine, comme destin, comme possibilité ou refus auquel, quoi qu'il en soit, le corps de la femme ne peut pas se soustraire. Dans ces deux directions une conscience plus aigüe et plus lucide de la complexité se fait jour.

On redécouvre ainsi la valeur et la signification de la résistance quotidienne comme patrimoine de l'expérience féminine. La famille a



22 été et est encore dans une large mesure le lieu du quotidien, le temps typique de l'histoire des femmes, marqué par les rythmes de la naissance et de la mort, de l'amour et de la souffrance. Un temps lent quasi égal à lui-même fait de la répétition des jours et des gestes, un temps de beaucoup de silences et de peu de paroles. C'est dans ce temps répétitif et quasi naturel que les femmes commentent à retracer les signes de leur opposition, du changement, de l'action féminine porteuse de sens. Ainsi les traces de l'identité féminine se découvrent en silence, elles peuvent devenir parole tandis que le quotidien se révèle non plus seulement manipulation et oppression mais lieu de sens.

Même pour la maternité, vécue longtemps uniquement comme un destin à subir pour la femme, la diversité devient aujourd'hui évidente : dans la possibilité de choix, dans la signification subjective de l'expérience, dans la façon de vivre la maternité dans le corps et dans les relations. Au cours des trente dernières années la transformation des modèles familiaux s'est accélérée et la valorisation de l'amour dans le rapport du couple a favorisé dans une certaine mesure le dépassement de certaines différences. On maintient toutefois l'idée que la femme doit s'exprimer à travers le partenaire (et éventuellement à travers les enfants). Aujourd'hui le besoin qui semble émerger de

manière toujours plus nette est le dépassement de ce rapport fusionnel, la recherche de l'identité personnelle à travers la différence. Dans ce cadre, la maternité se transforme toujours plus de destin en possibilité de choix. Mais la route semble encore longue. La pratique sociale de l'accouchement, entièrement médicalisée et gérée par l'appareil sanitaire (quasi toujours masculin) prive encore en réalité la femme de la possibilité de vivre comme sienne l'expérience de donner la vie. Mais la maternité n'est pas seulement le moment de la naissance : elle se continue comme expérience de relations. Le rapport avec les enfants repose dans une autre forme le problème de la fusion, la difficulté à accepter et à porter la différence. La possibilité d'exister comme individualité semble ainsi passer pour la femme à travers une série de séparations, à travers l'affirmation de plusieurs différences : différences par rapport à l'homme qu'elle aime, par rapport au fœtus qu'elle a porté, par rapport au garçon (et encore plus à la fille) dans lequel elle se retrouve.

De la réflexion sur la condition féminine émerge enfin la conscience que dans l'expérience des femmes le travail familial continue d'occuper une place centrale : loin de diminuer, celui-ci s'accroît encore par l'ajout de nouveaux devoirs et de nouvelles responsabilités¹¹. Il ne s'agit pas seulement des devoirs de maintenance, du travail destiné à maintenir et à faire fonctionner les divers éléments du patrimoine d'une famille (le travail domestique au sens strict) ; aujourd'hui s'y ajoutent d'importantes fonctions de consommation et de rapports avec le système des services pour en obtenir les prestations ; il y a aussi un travail d'intégration du noyau familial, d'absorption des conflits, de maintien des rapports avec l'extérieur. Toutes ces fonctions conti-

nent toujours aujourd'hui d'être exercées surtout par la femme. La possibilité de les transformer, le modèle d'une distribution différente des rôles devient ainsi un des points cruciaux auxquels se mesure l'évolution de la famille et à l'épreuve desquels seront soumis les rapports hommes-femmes dans un proche avenir.

Ces éléments de la condition et de la culture féminines délimitent un champ de problèmes et de possibilités. Même dans ce cas, seule une recherche empirique ponctuelle pourra dire comment et pourquoi ces éléments constitueront des supports à l'action collective des femmes dans des formes concrètes de mobilisation. Nous pouvons déjà avancer quelques indications sur la base de ce qui est déjà arrivé et de ce qui aujourd'hui se dessine à l'horizon. Le mouvement des femmes a constitué le défi le plus radical dans ce qu'a produit de meilleur la tradition intellectuelle et politique de la gauche, en particulier européenne : le patrimoine d'un marxisme laïc et rationaliste, un héritage de luttes pour l'émancipation des femmes, l'effort d'interprétation de ce qui était en train d'émerger de nouveau dans la société de l'après 68, pour leur offrir un débouché « politique ». Tout cela n'a pas été suffisant pour prévoir et pour comprendre la nouveauté du mouvement des femmes. L'histoire de la nouvelle gauche italienne est sur ce point exemplaire.

La nouveauté du mouvement des femmes tient à sa différence : non seulement parce qu'il a posé au centre de ses luttes une différence « naturelle », celle qui existe entre les hommes et les femmes, qui se révèle ensuite à la base de nombreuses autres différences, dans le pouvoir, dans les rôles, dans les formes d'organisations sociales ; mais également parce qu'à partir de là, il a remis en discussion certaines certitudes et conquêtes de la conscience « progressiste »,

marxiste et non marxiste. Il en est allé ainsi pour la question de l'émancipation. La lutte pour l'émancipation, la conquête parfois dure de l'égalité, n'ont pas signifié la fin de l'ambiguïté pour les femmes, divisées entre un monde féminin refusé dans son caractère de soumission et un monde masculin dans lequel il faut trouver sa place, mais qui n'en est pas pour autant acceptable. Le mouvement des femmes affirme une *autre* liberté : non plus la liberté du besoin mais la libération du besoin, non plus la lutte pour l'égalité mais pour la différence, non plus la liberté d'agir mais la liberté d'être. Ce saut, cette discontinuité, semblent vraiment incompatibles avec la tradition du marxisme et du mouvement ouvrier. « Le privé est politique » n'est pas seulement un paradoxe à considérer avec suffisance, mais un défi qui marque quiconque y fait face, un appel capable de mobiliser les énergies collectives pour le changement.

Certes les risques de cet appel sont à la mesure du défi qu'il porte. L'attention au privé peut réapparaître dans la recherche illusoire de l'affectivité, l'appel à la nature peut ouvrir la route à toute forme d'irrationalité et de violence. Mais au-delà de ces risques, dans le refus que le mouvement des femmes a opéré envers une certaine « politique » se trouve l'embryon d'une critique qui pourrait signifier le début d'une autre définition de l'action collective : un point limite, une intrusion, au-delà de laquelle il est difficile d'aller aujourd'hui et sur laquelle le mouvement des femmes semble s'être arrêté. Mais il en va comme si, dans le même temps, sa voix avait parlé pour tous, comme si il avait dit que l'histoire ne pourra plus être la même après le féminisme, parce que l'histoire au féminin a transformé les coordonnées du collectif. Dans cette tension dramatique gît la force et la fragilité du mouvement des fem-

mes : dans l'affirmation d'un changement général qui est aussi un changement de soi, dans l'affirmation de la partialité de la différence, sans renoncer à une rationalité collective possible.

Traversé, et peut-être déchiré par cette tension, le mouvement des femmes peut devenir acteur des conflits qui touchent la définition de l'identité dans les sociétés complexes. Savoir s'il est possible d'être soi-même sans rompre la recherche de la communication et de la reconnaissance de l'autre, voilà le problème que le mouvement des femmes porte au grand jour et indique à la société comme champ d'action.

De ces éléments d'analyse je tire deux conclusions. La première a trait au point tournant, je dirais même au point de non-retour auquel sont liés l'expérience féminine et le mouvement des femmes. Je me réfère à ces deux niveaux parce que je crois que l'on doit considérer avec une égale attention les formes visibles de mobilisation et les transformations souterraines de la conscience féminine, les silences qui deviendront paroles. C'est bien sur ces deux plans, je crois, que s'est produit de manière définitive le passage à un horizon différent de celui qui a alimenté pendant un siècle la culture du mouvement ouvrier et la tradition politique de la gauche. Le point d'arrivée n'est peut-être pas encore clair mais le thème de l'identité et de la différence, le droit d'être d'abord plutôt que de faire, la revendication d'un espace d'existence à soustraire au contrôle et à la détermination sociale, fût-elle la plus « collective », voilà autant d'éléments destinés à ne pas disparaître du champ des conflits sociaux. Ils sont destinés je crois à occuper une place toujours plus centrale. L'expérience de la nouvelle gauche, considérée dans ses aspects les plus lucides et dans ses expressions les meilleures, est le témoi-

gnage de la limite extrême à laquelle peut arriver dans la culture « marxiste » la compréhension du nouveau. Égalité, parti, révolution ne sont pas seulement des mots qui doivent être mis à jour pour les adapter aux nouvelles demandes : ce sont les limites d'un horizon qui est en train de disparaître, mais qui peut peut-être assurer la transition, créer l'espace pour ce qui naît.

Pour cette raison, et bien qu'il me semble nécessaire de réaffirmer l'inutilité de chaque effort d'« aggiornamento », je crois que la tradition de la gauche occidentale transmet au nouveau mouvement un héritage qui ne peut être écarté : une conception de la politique comme effort rationnel d'associer ou d'articuler des moyens et des fins, de gérer les conflits, d'assurer ce minimum d'intégration qui permet à une société de survivre.

Mais tandis que dans l'histoire du mouvement ouvrier on a poursuivi l'utopie d'une correspondance entre le mouvement et la politique, entre les conflits et le pouvoir, aujourd'hui, le temps de la différence est arrivé. Les demandes de transformation, les conflits, ne peuvent devenir politiques sans devenir pouvoir, sans devenir État. Le destin des mouvements est, dans ce cas, seulement celui d'asseoir une nouvelle classe dominante. Aujourd'hui il semble possible d'imaginer de nouvelles formes de la politique et de nouvelles formes de la mobilisation collective : les sociétés complexes sont peut-être capables de supporter la différence, voire l'opposition entre les problèmes de la gestion et de l'intégration (parmi lesquels les problèmes du pouvoir) et la poussée innovatrice des demandes conflictuelles qui contraignent le pouvoir à se mesurer aux changements. Ces deux aspects du fonctionnement d'une société ne peuvent plus coïncider, ne peuvent plus être produits par les mêmes acteurs : l'illusion de tenir ensem-

Revue internationale d'action communautaire 10/50
Mouvements sociaux, mouvements post-politiques

24 ble gestion de la complexité et capacité de changement est le dernier héritage de l'utopie du mouvement ouvrier ; mais en réalité elle est déjà l'idéologie qui cache les intérêts d'une nouvelle technocratie qui s'instaure. Les acteurs de la politique et les acteurs des conflits ne peuvent coïncider. Le problème devant lequel se trouve la gauche, mais aussi les mouvements, est de savoir comment mettre en rapport ces différences, comment tenir ensemble les pôles d'une relation qui est une relation d'opposition mais aussi de complémentarité. N'est-ce pas là au fond le problème ultime auquel est arrivée l'expérience féministe pour ce qui a trait aux rapports hommes-femmes ? N'est-ce pas là l'impasse à laquelle semble aujourd'hui se buter le mouvement dans sa difficulté de mettre en quelque sorte en relation registre personnel et registre politique ? L'appel au « personnel » comme toutes les utopies totalisatrices dans la phase naissante des mouvements, a permis aux femmes de se définir comme acteurs collectifs. Cette unité, cette harmonie font place aujourd'hui à la conscience de la complexité : la reconnaissance d'un autre pôle de l'action collective finalisée et de ses exigences, voilà le problème auquel le mouvement des femmes doit se mesurer aujourd'hui.

La seconde réflexion découle directement de ce que je viens de dire. Après la phase d'identité fer-

mée sur elle-même, opposée à tout ce qui lui est extérieur, définie par la négation, il y a toujours dans l'histoire des mouvements la reconnaissance de la pluralité. Si cela n'arrive pas, le mouvement se transforme en secte. L'acteur collectif est capable de conflits, il peut affronter l'adversaire et devenir agent de changement seulement s'il réussit à reconnaître la complexité qui le constitue et la complexité qui l'entoure. Loin d'être unifié, homogène, monolithique, selon la représentation idéologique qu'il tend à produire de lui-même, un mouvement est toujours un système de relations entre des pôles différents, en tension entre eux. L'identité n'est pas une transparence harmonieuse, une fusion dans la solidarité : elle est la capacité de se reconnaître dans la différence et de gérer le poids et les tensions de cette différence. La même chose arrive dans le rapport avec l'adversaire et dans la définition de la position en jeu dans les conflits. Là aussi la reconnaissance de la complexité oblige à aller au-delà de l'image simplificatrice et d'accepter la diversité des adversaires et des terrains de lutte : en somme elle fait place à la « politique », au rapport entre les moyens et les fins, au calcul des effets de l'action.

Le mouvement des femmes a rappelé à la conscience collective la radicalité de besoins qu'aucune « politique » ne peut plus ignorer. Et de cette manière il a indiqué les chemins d'une *autre* politique. Voilà encore une différence.



Identité ethnique et résistance

L'apparition de mouvements et de luttes ethniques-nationales dans les sociétés de capitalisme tardif, surtout en Europe, a ramené au centre de l'attention le rôle de l'identité ethnique dans les conflits. Il s'agit d'une situation composite, dans laquelle s'entremêlent des éléments provenant d'une tradition historique séculaire et des éléments propres aux conflits post-industriels¹².

L'appartenance ethnique s'impose comme l'un des critères de définition de l'identité dans les sociétés complexes. Mais quels sont les contenus et les significations des luttes ethnico-nationales ? En quoi celles-ci sont-elles assimilables à d'autres mouvements en émergence ?

Un groupe ethnique se définit par un ensemble d'éléments biologiques héréditaires et par une tradition historique et culturelle : par certains traits physiques et raciaux, comme par une culture et des formes spécifiques d'organisation des rapports sociaux, et en outre par l'auto-affirmation de ces différences. De ce point de vue le problème de l'identité ethnique particulièrement dans les sociétés européennes remonte à la formation des États-nations et aux processus d'intégration forcée que ceux-ci ont produits. Pourquoi donc un problème ancien comme celui-là, qui dans certains cas n'a jamais cessé d'alimenter des formes de résistance et de lutte (Irlande, Espagne) redevient-il d'actualité ? Pour répondre à ce questionnement il convient peut-être de partir des thèmes autour desquels s'est concentrée la mobilisation ethnico-nationale au cours de la dernière décennie, pour analyser ensuite les facteurs qui ont favorisé cette résurgence du conflit ethnique.

L'ethnicité a été en premier lieu un critère autour duquel s'est orga-

nisée la défense des intérêts matériels. Le développement économique des pays capitalistes occidentaux dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale a accentué les inégalités traditionnelles entre les divers espaces territoriaux. Les régions centrales ont exercé un monopole sur l'exploitation des ressources dans les espaces périphériques condamnant ces derniers à une position de marginalité sociale autant qu'économique. Les politiques de concentration du développement autour de certains pôles territoriaux ont en outre favorisé des mouvements massifs de main-d'œuvre qui ont ultérieurement affaibli les régions périphériques en établissant un rapport qui a été défini comme « colonialisme interne » (Hechter 1979). L'histoire des États-nations en Europe avait produit et consolidé l'isolement des ethnies minoritaires dans des espaces économiquement et socialement périphériques. Le développement qui a suivi la seconde guerre mondiale n'a fait que confirmer et accentuer cette correspondance entre l'appartenance ethnique minoritaire et la discrimination économique. La division ethnique du travail pénètre naturellement non seulement les rapports entre les espaces territoriaux mais elle s'étend à la distribution des rôles professionnels et des récompenses également à l'intérieur des classes sociales elles-mêmes. C'est contre ces discriminations et contre les rapports d'exploitation imposés par le centre particulièrement là où est apparue l'existence de ressources locales, que s'est concentrée une grande partie des luttes ethnico-nationales.

Le second aspect qui relève de ces luttes est la défense et la revendication d'une autonomie culturelle. La réaffirmation d'un patrimoine culturel fait de langues, coutumes, traditions propres au groupe ethnique, a été l'instrument par lequel les minorités se sont opposées au



26 monopole culturel et linguistique des groupes dominants, à l'intégration forcée dans les codes symboliques imposés par le centre.

En lien avec le niveau précédent, les luttes ethno-nationales ont enfin mis de l'avant des demandes de type politique, revendiquant une distribution différente du pouvoir décisionnel entre les groupes sociaux. Dans les mouvements qui se sont manifestés durant les dernières années, tous ces éléments sont présents : les luttes visent en effet la protection de la langue nationale (à travers son usage dans la vie publique, son enseignement, la redécouverte et la diffusion du patrimoine traditionnel), l'acquisition du contrôle sur certaines ressources naturelles (comme le pétrole écossais) et le dépassement de la discrimination économique, la construction d'une nation indépendante ou la conquête d'une ample autonomie.

Comment expliquer donc que l'ethnicité se soit affirmée dans les sociétés avancées comme un principe d'organisation des intérêts et de la solidarité collective ? Il faut d'abord faire référence à des facteurs conjoncturels qui ont favorisé l'émergence du phénomène. Les processus accélérés de modernisation, loin de consolider l'intégration, tendent plutôt à accroître la différenciation avec une augmentation des communications, avec une exposition de secteurs isolés de la société à des modèles cen-

traux, avec un relâchement des liens statutaires. Les problèmes nationaux, qui ont continué à exister et qui n'ont jamais été entièrement annulés par le processus de construction de la nation, acquièrent ainsi une nouvelle vitalité et alimentent des poussées centrifuges.

Les poussées nationalistes ont ensuite été accentuées par les nouvelles formes de coopération et d'intégration supra-nationales (comme la Communauté Européenne) qui, en insérant les régions marginales dans des marchés économiques et politiques plus vastes, mettent en évidence à un moment donné leur dépendance et leur potentiel d'autonomie ; ainsi s'accroît le mécontentement envers l'État central qui se manifeste par des demandes d'indépendance ou de forte autonomie. Ces pressions se trouvent renforcées par l'affaiblissement des centres traditionnels de pouvoir étatique, à la suite de la vague des luttes et des mouvements de contestation des années 60.

Ces éléments qui sont souvent soulignés dans les analyses sur la résurgence de l'ethno-nationalisme, ne me semblent pas suffisants pour expliquer la spécificité du phénomène. L'insistance sur la continuité des mouvements actuels en regard aux traditions et aux problèmes non résolus du nationalisme qui serait revitalisé par certaines circonstances conjoncturelles ne me semble témoigner que d'une partie de la vérité. Il s'agit en effet d'expliquer les aspects novateurs présents dans la mobilisation ethnique et cela n'est possible que si l'on tient compte des modifications structurelles des sociétés de capitalisme tardif : le relâchement des appartenances de classes, l'émergence de formes de solidarité qui n'ont plus comme référence principale leur place dans les rapports de production, le rôle toujours plus important de l'aspect symbolique dans les rapports sociaux.

Les nouveaux sentiments d'appartenance ethnique ne sont pas seulement l'héritage d'une tradition qui plonge ses racines dans l'histoire de l'État-nation, mais ils sont un produit spécifique des transformations des sociétés complexes. La solidarité ethnique dans la phase du capitalisme industriel s'est trouvée dissociée de la solidarité de classe alors plus centrale (Lijphart, 1977). Aujourd'hui cette solidarité émerge à nouveau dans son autonomie : tandis que d'autres appartenances se relâchent ou se dissolvent, la solidarité ethnique répond à des besoins d'identité tout à fait nouveaux qui investissent non plus seulement le terrain matériel mais le terrain symbolique. Comme dans d'autres cas l'identification à une différence (dans ce cas l'identification ethnique et linguistique) apporte un soutien à des demandes et des besoins propres à une société post-industrielle. C'est comme si l'identité ethnique fournissait un horizon symbolique par lequel elle donne voix à des poussées conflictuelles qui vont bien au-delà de la condition spécifique du groupe ethnique.

C'est dans ce sens que s'oriente l'observation de plusieurs analystes qui soulignent les transformations croissantes de l'identité ethnique en « identité symbolique » (Gans, 1979), entre systèmes dans lesquels les connotations « matérielles » de l'ethnicité se confondent désormais dans le grand « melting pot » de la société de masse.

Les luttes ethno-nationales, dans leur manifestation concrète, sont le résultat de processus différents qu'il convient de distinguer attentivement. La typologie de ces luttes est en effet diversifiée. Il existe une dimension de conflits inter-étatiques, quand un groupe ethnique situé dans une région marginale aspire à l'indépendance ou à la réunification à un autre État. Il y a ensuite des situations de pluralisme ethnique avec des groupes

de poids relativement équivalent qui ont le problème d'équilibrer leurs rapports. Enfin il y a des groupes avec une identité ethnique et une culture traditionnelle qui réclament leur autonomie, leur indépendance et le contrôle de leur territoire, en opposition à un État national relativement homogène. Les mouvements auxquels j'ai fait référence dans ce paragraphe sont surtout de ce dernier type et c'est là que de la façon la plus visible se sont manifestées de nouvelles demandes conflictuelles à propos des problèmes traditionnels de l'ethnicité.

L'analyse sociologique des mouvements ethno-nationaux s'entrecroise donc avec deux objets classiques de la science politique, celui des relations inter-groupes dans des systèmes de pluralisme segmenté et celui des relations internationales entre systèmes multi-ethniques. Seule une distinction rigoureuse de ces divers plans d'analyse peut éventuellement faire place au problème que j'ai soulevé ici qui est de savoir comment l'identité ethnique devient la base de la formation des mouvements post-industriels. Il faut ensuite tenir compte de la pluralité des niveaux d'action impliqués dans les luttes ethno-nationales. Une partie importante des demandes se rapporte à un problème de pauvreté relative et tente d'obtenir de meilleures conditions dans la répartition relative des ressources. C'est à ce type de demande que s'attachent plus facilement les franges de résistance archaïque du mouvement, celles qui sont davantage liées à la défense de l'identité traditionnelle, à la culture de la communauté. Puis il y a des demandes qui visent une plus grande autonomie, une indépendance dans le processus de prise de décision au niveau national ou supra-national et qui émanent souvent des franges modernisantes du mouvement. Enfin il y a des composantes de luttes anti-technocratiques qui résis-

tent ou qui s'opposent, au nom de l'identité ethnique, à la logique de rationalisation imposée par les appareils centraux.

Ces éléments fortement imbriqués entre eux, rendent difficile une autonomie des diverses composantes et exposent les mouvements aux risques d'une oscillation constante entre un appel ethnique purement régressif et la poursuite d'avantages à court terme sur le terrain politico-administratif. Malgré cela, ceux-ci contiennent certainement une charge antagoniste : à la périphérie du système et en présence d'une tradition ethno-nationale, l'impact des transformations post-industrielles produit les conditions d'émergence de thèmes conflictuels, d'acteurs, de formes d'actions propres à la société post-industrielle. L'identité ethnique, avec ses réseaux de solidarité et avec son patrimoine d'histoire, fournit les langages, les symboles, les ressources organisationnelles pour donner voix aux nouveaux conflits.



27





28 Caractère latent et visibilité des mouvements

Les mouvements que j'ai passés en revue dans les pages précédentes font tous référence plus ou moins directement à des groupes identifiés à une certaine condition sociale. Il est plus difficile de parler des mouvements comme sujets relativement stables d'action collective dans le cas de formes de mobilisation plus faibles ou définies principalement par leurs objectifs. C'est le cas de la mobilisation écologique qui recouvre un espace de problèmes assez vaste et différencié : de l'écologie politique dont les luttes anti-nucléaires¹³ ont été le moment le plus élevé, à une écologie du quotidien dans laquelle le rapport homme-environnement est placé au premier plan, dans ses dimensions moléculaires, lié à l'expérience de chacun (alimentation, médecines naturelles, espaces de vie). Est-il possible d'unifier ces phénomènes ? Je crois que ce serait un effort inutile. Ce que j'ai dit au début de ce chapitre devrait avoir clarifié que nous nous trouvons ici en face d'un véritable changement de forme de l'action collective.

De ce point de vue, les processus de mobilisation collective les plus dissociés de catégories sociales spécifiques sont ceux qui rendent le plus directement explicite le caractère *culturel* du conflit. Ce sont aussi ceux qui sont le plus généralement exposés à l'éclatement, au repli, à la fuite dans la mar-

ginalité ou à l'intégration au marché et à la culture de masse. Un exemple encore plus évident de cette situation est celui des phénomènes néo-religieux qui se sont multipliés au cours des dernières années dans toutes les sociétés avancées. Il n'y a pas de doute qu'en eux dominent le caractère de fuite, la tendance à produire rapidement des sectes, à transformer les différentes « églises » en multinationales du sacré parfaitement intégrées au marché. Mais il est par ailleurs clair que seul un regard réducteur et insensible peut nier la poussée collective qui alimente cette recherche de renouveau religieux.

Le désenchantement du monde n'a pas signifié seulement la mort des dieux. La rationalité instrumentale a restitué le monde à l'action des hommes mais elle a aussi nié toute possibilité de transcender l'existence ; elle a ôté de la valeur à tout ce qui ne correspond pas à une action efficace. La société devient un système d'appareils qui s'identifie à son action et qui ne tolère aucune diversité. Le sacré émerge à nouveau alors comme appel à un autre possible comme voix de ce qui n'est pas donné mais qui pourrait être. Dépouillé de l'appareil rituel des églises, le sacré devient la *forme* d'une résistance purement culturelle qui affirme, contre la présomption du pouvoir, le droit à désirer, à espérer que le monde ne soit pas seulement ce qu'il est. Cette force de projection, de transcendance constituée à mon avis le noyau antagoniste de la recherche religieuse contemporaine. Un noyau fragile et dangereux de toute part parce que purement culturel. Au moment où cette forme prend corps, il est difficile d'éviter qu'elle se transforme en église, qu'elle devienne une utopie régressive totalisante, un appel au mythe de la renaissance. L'intégrisme de la secte ou la « mondanisation » d'un appareil menace

plus que jamais le sacré. La voix du possible est vite mise en tutelle.

Ces réflexions sur la dimension culturelle de l'action collective me permettent de reprendre les divers fils de l'analyse que j'ai proposée dans ce texte. Je le ferai en rappelant sous forme de synthèse les constantes qui ont été mises peu à peu en évidence.

a) Les mouvements des années 80 tendent à accentuer le caractère de mobilisation sur le terrain culturel, conduite de manière ponctuelle par des acteurs en changement. Ce qui les caractérise c'est la volonté de rendre présent le possible, de travailler pour le changement aujourd'hui.

b) La mobilisation s'enracine dans une identité particulière, dans une différence qui devient un point de force pour un appel plus général, un instrument pour rendre visibles les problèmes et les positions en jeu qui outrepassent le groupe dans sa spécificité.

c) Dans les systèmes hautement complexes, la difficulté des acteurs en conflit tient dans l'identification d'adversaires et de terrains de luttes qui aient des significations sociales concrètes. Le risque auquel ils sont toujours soumis est celui d'un « déracinement » de leur univers symbolique, incapable d'avoir des effets sur les rapports sociaux. Leur fonction dans le conflit est de provoquer la visibilité du pouvoir, de contraindre l'adversaire à prendre forme. De cette façon ils rendent explicites les conflits et les besoins de changement, ils opèrent comme moteur des transformations et comme révélateur des points morts, des contradictions, des silences que les appareils dominants tendent à occulter.

d) Latence et visibilité sont deux conditions permanentes des mouvements et ceux-ci passent continuellement de l'une à l'autre. Dans ces passages, certains acteurs disparaissent, d'autres se forment ; les processus d'institutionnalisation et

de modernisation se consolident, mais de nouveaux problèmes naissent et de nouveaux terrains de luttes apparaissent.

e) La forme post-politique de ces mouvements ouvre le problème crucial du rapport avec les systèmes politiques et met au premier plan le questionnement sur les formes de représentation et d'organisation pertinentes à ces nouveaux acteurs.

Alberto Melucci
Institut de Sociologie
Université de Milan

NOTES

¹ Une recherche que je dirige depuis 1979 sur les nouvelles formes d'action collective est en voie d'achèvement à l'Institut de Sociologie — Faculté des Sciences politiques de l'Université de Milan. Le champ empirique de la recherche est la région milanaise et les formes d'action analysées sont le mouvement des jeunes, des femmes, le mouvement écologique et la question de la « nouvelle conscience ». On trouvera une présentation de la recherche dans Melucci (1981). Les résultats de la recherche seront publiés prochainement dans un ouvrage intitulé *Altri Codici. Aree di movimento nella metropoli*, Il Mulino, Bologna, 1983, (à paraître).

² Voir : « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et Sociétés*, X, 2, octobre 1978.
« The New Social Movements : A Theoretical Approach », *Social Science Information*, 19, 2, 1980.
« New Movements and the Political Systems : Reflections on the Italian Case », *Socialist Review*, 56, 1981.
« Ten Hypothesis for the Analysis of New Movements », in Diana Pinto Editor, *Contemporary Italian Sociology*, Cambridge University Press, 1981.

³ Pour une discussion des contributions sur les nouveaux mouvements, je renvoie à d'autres de mes travaux : Melucci (1975 : 1977). Sur la structure des mouvements, on se rapportera à Gerlach (1971), traduit dans Melucci (1975), Gerlach et Hine (1970). En ce qui concerne toujours les États-Unis, la forme d'organisation des mouvements a été analysée par Kahane (1975), Freeman (1975), Rothschild-Whitt (1976). Sur les mouvements des jeunes en Europe du Nord : Rampini (1981), Tarozzi (1982). Une synthèse des recherches françaises se trouve dans Della Porta (1981). Pour l'Italie, je renvoie à Beccalli (1977, 1981).

⁴ Voir « New Movements... » in *Socialist Review*, op. cit.

⁵ Au cours des dernières années, l'expérience des radios, les centres culturels, les coopératives reliées aux domaines d'activité des mouvements ont créé un réseau d'initiatives spécifiques et ont produit une génération de cadres professionnels, surtout dans le champ culturel. Pour ce qui concerne cet aspect du mouvement des femmes, voir Bianchi (1981).

⁶ Dans la tradition marxiste de la gauche européenne, et en particulier italienne, cette conscience a tardé à s'imposer. Au cours des dernières années, cependant, l'exigence de soumettre à l'analyse la structure même de l'organisation a été affirmée même dans les organisations politiques qui ont une tradition de classe. En ce qui concerne le Parti communiste italien on consultera en particulier les recherches d'Ergas (1980, 1981) et Tarrow (1982), Mannheimer, Rodriguez et Sebastiani (1979), Sebastiani (1981), Magna (1980), Sebastiani et Mannheimer (1981). Pour le syndicalisme : Biagioni, Palmieri et Pipan (1980), Romagnoli (1980), *Organizzazione e problemi della rappresentanza* (1981).

⁷ Pour une première recension des études et des recherches sur les jeunes en Italie, voir *Inchiesta*, n° 54 (1981), n° 55 (1982). Parmi les recherches les plus complètes et intéressantes des dernières années : Ricalfi et Sciolla (1980). Sur les problèmes des jeunes, voir Rositi (1978), Cavalli (1980). Sur les rapports entre culture des jeunes et protestation, Beccalli (1981b), Ergas (1981b).

⁸ Ce thème a été introduit dans le document d'ouverture du congrès de Naples (juin 1981) *Verso la fine del giovanilismo*, sous la direction de Benvenuto et Scartezzini (1981).

⁹ Sur l'expérience du temps par les jeunes : Cavalli (1981), Ricalfi et Sciolla (1981).

¹⁰ Sur le thème de la pluralité féminine, on verra Saraceno (1980). Sur le mouvement des femmes en Italie : Ergas (1980).

¹¹ On verra à ce propos Balbo (1976), Balbo, Siebert-Zahar (1979), Balbo et Bianchi (1982).

¹² Les thèmes mis en évidence dans ce paragraphe sont discutés plus amplement dans Melucci et Diani ; *Nazioni senza stato*, Loescher, Turin, 1983. Les références bibliographiques essentielles sur les problèmes de l'ethnicité et sur les mouvements ethniques-nationaux sont Hechter (1979), Glazer et Moynihan (1975, en particulier les contributions de Parsons, Bell, Isaacs), Esmen (1977, en particulier les contributions de Esmen, Lijphart), Gans (1979), Touraine (1981), Allardt (1981).

¹³ Une des rares analyses qui proposent une interprétation complexe du mouvement anti-nucléaire est celle de Touraine (1980).

30 Références bibliographiques

- Allardt, E., 1981, « Le minoranze etniche nell'Europa occidentale », in *Fivista Italiana di Scienza Politica*, XI, n° 1.
- Balbo, L., 1976 *Stato di famiglia*, Milano, Etas Libri., 1977 « Un caso di capitalismo assistenziale : la società italiana », in *Inchiesta*, Luglio-agosto.
- Balbo, L. e Siebert-Zahar, R. (a cura di), 1979 *Interferenze. Lo Stato, la vita familiare, la vita privata*, Milano, Feltrinelli.
- Balbo, L. e Bianchi, M. (a cura di), 1982 *Ricomposizioni. Il lavoro di servizio nella società della crisi*, Bologna, Il Mulino.
- Beccalli, B., 1977 « Protesta giovanile e opposizione politica », in *Quaderni Piacentini*, n° 64., 1981a « Classe operaia e nuovi movimenti collettivi », in AA.VV., *Mutamenti e classi sociali in Italia*, Napoli, Liguori., 1981B « Cultura e protesta giovanile in Europa e negli Stati Uniti », in *Inchiesta*, n° 54.
- Benvenuto, S. e Scartezzini, R., 1981 « Verso la fine del giovanilismo », in *Inchiesta*, no 54.
- Biagioni, E., Palmieri, S. e Pipan, T., 1980 *Indagine sul sindacato. Profilo organizzativo della CGIL*, Roma, Edizione Sindacale Italiana.
- Bianchi, M., 1981 « La « nuova professionalità » emergente nella formazione permanente delle donne », in *Formazione e Ricerca*, n° 22.
- Cavalli, A., 1981 « Storia, vita e quotidianità nell'esperienza giovanile », in *Inchiesta*, n° 54.
- Della Porta, D., 1981 « I nuovi movimenti sociali », in *Il Mulino*, n° 274.
- Ergas, Y., 1980 « Femminismo e crisi di sistema : il percorso politico delle donne attraverso gli anni '70 », in *Rassegna Italiana di Sociologia*, XXI, n° 4., 1981a « Politica sociale e governo della protesta », in Belligni, S. (a cura di) *Governare la democrazia*, Milano, Angeli., 1981b « Femminismo e giovani », in *Inchiesta*, n° 54.
- Esman, M.J. (a cura di), 1977a *Ethnic Conflict in the Western World*, Ithaca, Cornell University Press.
- Freeman, J., 1975 « Political Organization in the Feminist Movement », in *Acta Sociologica*, n° 2-3.
- Gans, H.J., 1979 « Symbolic Ethnicity : the Future of Ethnic Groups and Cultures in America », in *Ethnic and Racial Studies*, 2, no 1.
- Gerlach, L.P., 1971 « Movements of Revolutionary Change. Some Structural Characteristics », in *American Behavioral Scientist*, 14, no 6, trad. it. in Melucci, A. *Movimenti di rivolta*, Milano, Etas Libri, 1976.
- Gerlach, L.P. e Hine, V.H., 1970 *People, Power and Change. Movements of Social Transformation*, Indianapolis, Bobbs-Merrill.
- Glazer, N. e Moynihan, P.D. (a cura di), 1975 *Ethnicity. Theory and Experience*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- Hechter, M., 1979 *Il colonialismo interno*. Torino, Rosenberg e Sellier.
- Kahane, R., 1975 « Informal Youth Organizations », in *Sociological Inquiry*, n° 4.
- Magna, N., 1980 « I comunisti con incarichi elettivi : una ricerca », in *Politica ed Economia* n° 3.
- Mannheimer, R., Rodriguez, M. e Sebastiani, C., 1979 *Gli operai comunisti*, Roma, Editori Riuniti.
- Melucci, A., 1974 *Lotte sociali e mutamento. Contro la sociologia della modernizzazione*, Milano, Celuc., 1976 *Movimenti di rivolta*, Milano, Etas Libri., 1977 *Sistema politico, partiti e movimenti sociali*, Milano, Feltrinelli., 1981 « Le nuove forme di azione collettiva. Orientamenti e problemi di metodo », in *Inchiesta*, n° 54.
- Rampini, F., 1981 « La protesta giovanile nel Nord Europa », in *Politica ed Economia*, n° 7-8.
- Ricolfi, L. e Sciolla, L., 1980 *Senza padri né maestri*, Bari, De Donato., 1981 « Fermare il tempo », in *Inchiesta*, n° 54.
- Romagnoli, G., 1980 (a cura di) *La sindacalizzazione tra ideologia a pratica*, Roma, Edizioni Lavoro.
- Rositi, F. (a cura di), 1978 « La cultura giovanile », in AA.VV., *Socializzazione e cultura giovanile*, Milano, ISEDI.
- Rothschild-Whitt, J., 1976 « Conditions Facilitating Participatory Democratic Organizations », in *Sociological Inquiry*, 46, n° 2.
- Saraceno, C., 1980 *Uguale e diverse*, Bari, De Donato.
- Sebastiani, C., 1981 « Il funzionario del partito comunista : un profilo », in *Bollettino CESPE*, n° 1.
- Sebastiani, C. e Mannheimer, R., 1981 « Concezioni del partito nei quadri del PCI », in *Ricerche CESPE*, n° 11.
- Tarozzi, A., 1982 *Iniziativa nel sociale*, Milano, Angeli.
- Tarrow, S., 1982 *Cicli di protesta e cicli di riforma : Italia 1965-1979*, Relazione presentata al CESPE, Roma, gennaio.
- Touraine, A., 1980 *La prophétie antinucleaire*, Paris, Seuil., 1981 *Le pays contre l'État*, Paris, Seuil.